

L'automne froid d'un Québec...

TABLE DES MATIÈRES

1. En panne de mobilisation, sauf en région

| | |
|---|--------|
| Un espoir brisé | page 2 |
| Un Québec écologique ou un Québec albertain ? | page 2 |
| Le retour de la crise ? | page 3 |
| Ne pas céder au cynisme et tenir le coup | page 4 |

2. en panne d'alternative, sauf à droite

| | |
|--|--------|
| Les Libéraux dans l'assiette au beurre par-dessus la tête | page 5 |
| Pour le PQ c'est « <i>créer la richesse</i> » par le capitalisme « <i>vert et bleu</i> » | page 5 |
| Faiblesse Québec | page 6 |
| Québec solidaire flotte sur l'opinion publique... | page 7 |
| ... et se noie dans ses propres contradictions | page 8 |
| Un programme caché et manipulé qui n'en finit plus d'accoucher | page 8 |
| Reste l'espoir d'une transformation anticapitaliste | page 9 |

par Marc Bonhomme

30 octobre 2010

L'automne froid d'un Québec...

1. ... en panne de mobilisation, sauf en région

L'automne chaud de la grande grève du secteur public, qui aurait pu changer le rapport de forces social, n'aura pas eu lieu. Les mobilisations contre le démantèlement de la loi 101 et contre le budget Libéral s'en ressentent cruellement. En comparaison à l'ampleur attendue, s'y est partiellement substituée une panoplie de modestes manifestations, surtout hors des régions métropolitaines sur fond de colère soulevée par l'envahissement des gazières, pétrolières et uranifères, après celui des éoliennes privées, dont le rassemblement de la Marche des femmes à Rimouski a su tirer partie. Pendant ce temps, de sombres nuages se pointent à l'horizon de la conjoncture économique menaçant une anémique reprise sous l'épée de Damoclès d'une dérive écologique. En attendant, on ne sait trop quel Godot venu secouer une démobilisatrice torpeur, offre à notre cynisme la farce des fourberies de Bastarache pimentées des inoffensifs coups de marteau de la Sûreté du Québec.

Un espoir brisé

Les directions syndicales ont craint que leur capitulation de juin ne soit pas ratifiée. Dès le départ, l'entente pourrie ne fut approuvée qu'à 53% à la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et fut rejetée en septembre par plusieurs des plus importants syndicats de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) dont à 88% tant par celui de Centre hospitalier universitaire de Montréal que par le syndicat représentant la grande majorité des syndiquées FSSS de Gatineau, d'où le refus de la direction de la FSSS de faire connaître à sa propre base le résultat du vote de ratification par nombre de syndiquées.

La base syndicale aurait pu l'emporter contre leur direction capitularde si les sites Internet de la gauche nationaliste liée au Parti québécois (*L'Aut'Journal*) et de la gauche antilibérale liée à Québec solidaire (*Presse-toi-à-gauche*), dont les visites hebdomadaires se comptent par milliers, n'avaient pas participé à l'omerta général des médias, à l'exception partielle de *Rue Frontenac*, le quotidien web des lockoutés du *Journal de Montréal*. Ainsi cette importante résistance à la base demeura inconnue de la grande majorité des petits et moyens syndicats qui n'ont eu droit qu'à la propagande sur papier glacée des directions syndicales. Voilà où mène la politique d'alliance avec la bureaucratie syndicale, de droite ou de gauche. (Voir dans le précédent *Unité ouvrière*, « [L'entente pourrie Front commun — gouvernement](#) »). Cet automne, le Québec aurait pu devenir la France de l'Amérique du Nord.

Un Québec écologique ou un Québec albertain ?

S'est substitué à cette attendue grève générale du secteur public un tollé des régions, de la majorité populaire jusqu'à la plupart des élus municipaux et régionaux, contre l'invasion des entreprises de l'énergie fossile et radioactive, majoritairement hors Québec, dans le cadre de la loi coloniale des mines. Comment ne pas avoir ce réflexe de nation opprimée quand le corrompu Parti Libéral en revient aux pratiques *scieur de bois et charrieux d'eau* des régimes Taschereau des années 1920 et Duplessis des années 1950 en retour de faveurs au parti et

à certains de ses membres qui, contre espèces sonnantes et trébuchantes, jouent le lucratif et vil rôle de sous-tapis. Voilà quelle régression historique vaut au Québec l'option d'un développement à l'Alberta dans le cadre d'un Canada rentier autour de l'axe Toronto-Calgary qui a relégué au musée de l'histoire l'axe Toronto-Montréal et de ce fait la marge de manœuvre politique du Québec au sein de la Confédération canadienne.

Cette levée de bouclier est malgré tout inégale. Y participe du bout des lèvres l'urbain mouvement syndical et populaire, et pas du tout l'Union des producteurs agricoles dont certains membres profiteront de redevances pouvant quelque peu soulager leur lourd service de la dette. Comme forces organisées au sein de la multitude, on retrouve en pointe le dispersé mouvement environnemental et les instances institutionnelles municipales et régionales soutenues par le Parti québécois et par Québec solidaire. Si tous les participants s'entendent ou presque sur le moratoire et l'élargissement du mandat du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), plusieurs souhaitent des lois et règlements leur accordant leur part du gâteau, ce qui nécessite un pouvoir d'intervention au nom de la protection de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du droit souverain aux richesses naturelles. Cette ambiguïté des buts sous-jacents a permis au gouvernement Libéral de reprendre l'initiative avec ses moratoires limités, ses règlements inoffensifs et ses audiences bidons du BAPE auxquelles tous ont consenti.

Pourtant le gaz de schiste menace les nappes phréatiques par l'utilisation de tonnes d'eau, assaisonnées d'inconnus produits chimiques, répandues dans le sous-sol ; l'exploration pétrolière mettrait à risque l'estuaire et le golfe du St-Laurent au même titre que le golfe du Mexique ; la radioactivité de l'uranium et de ses résidus en ferait un danger pour la santé publique. La seule option écologique est de laisser gaz de schiste, pétrole et uranium là où ils sont et de recycler les ressources qui y auraient été affectées vers des programmes publics de conservation et d'efficacité énergétique, tels le transport public gratuit et l'isolation de tous les bâtiments du Québec au niveau des meilleures normes, et vers le développement public et démocratique des énergies éolienne et solaire. Le peuple québécois y gagnerait en création massive d'emplois écologiques et socialement utiles. Cependant, comme ces ressources ne seraient pas volontairement cédées au peuple québécois, s'impose la nécessité de l'indépendance afin d'avoir les pouvoirs d'exproprier le capital financier qui les contrôle.

Le retour de la crise ?

La question du plein emploi écologique est posée par une reprise économique qui vire à la stagnation alors que persiste un chômage élevé sans même qu'il n'y ait eu au Québec une récupération des emplois à temps plein détruits par la crise, et encore moins des emplois industriels bien rémunérés. La grande austérité des budgets Conservateur et Libéral, auxquels nulle force populaire n'a su s'opposer dans la rue, ne seront pas comblés au Québec ni par un investissement privé qui s'est effondré et qui ne reprend pas, ni par une consommation des ménages qui, contrairement aux ÉU, a continué à coup de sur-endettement durant la crise mais qui dorénavant s'essouffle malgré de bas taux d'intérêt, ni par un surplus d'exportation vers des ÉU dont l'économie fait du sur place et menace de replonger.

L'absence de riposte anti-budgétaire annonce un prochain budget à la grec dont les puissances du G-7 ne sont pas à l'abri comme vient de le montrer le récent budget britannique. L'austérité budgétaire dans l'ensemble des pays impérialistes tout comme la guerre des taux de change annoncent un retour aux politiques fiscales et monétaires du début des années 30 avec le résultat que l'on sait. L'on ne saurait blâmer principalement la

Chine comme initiatrice de cette guerre. En est principalement responsable la politique d'argent facile des ÉU (et de la Grande-Bretagne) qui, faute de ne plus pouvoir baisser des taux d'intérêt à court terme presque rendu à 0%, a recours à la *planche à billet* dite *quantitative easing*.

Faute d'un taux de rendement suffisant et d'occasion d'investissement rentable en Occident et au Japon, cet argent facile fuit massivement vers les pays émergents, ce qui oblige ces derniers à acheter tout aussi massivement des créances étasuniennes, le dollar étant la monnaie mondiale, pour empêcher l'appréciation de leur monnaie et par là préserver leur capacité concurrentielle sur le marché mondial. Sans nullement justifier le despotisme du capitalisme chinois, le nouveau *China bashing* sur la scène mondiale n'est pas plus excusable que le *Quebec bashing* sur la scène canadienne malgré les problèmes très réels et forts préoccupants de la société québécoise.

Ne pas céder au cynisme et tenir le coup

Heureusement, contrairement non seulement au Pakistan, à la Russie, à la Chine mais aussi à la Colombie britannique et aux Prairies canadiennes et états-uniennes, le Québec n'a pas connu d'incident climatique majeur ces derniers mois. Démobilisé, cynique et sans perspective, le Québécois a le temps de rire jaune au gré de la commission Bastarache où se confirme que la partisanerie se ramifiait jusqu'à la nomination des juges. Adieu mythe d'indépendance du judiciaire. Un autre coup porté aux dites *institutions* après celui envers le parlementarisme marqué par le déclin précipité de la participation électorale lors des deux dernières élections québécoises. Depuis les révélations de corruption concernant l'industrie de la construction, tout ce qui grouille et grenouille en dehors du Parti Libéral, de Power Corporation à Québec solidaire en passant par l'opération Marteau y va de ses juteuses révélations, ce qui donne à toute la société québécoise un air nauséabond.

On comprend que les *Quebec bashers* d'outre-Outaouais s'en donnent à cœur joie. On peut se consoler en se réclamant de la transparence car c'est tout le capitalisme en crise qui pourrait sur pied, ce qui donne aux sexistes et chauvines forces militaires et répressives une importance nouvelle. Le vieux truc de sacrifier les pommes pourries va finir par être lassant tant elles tendent à remplir le panier tout entier. Pour continuer à engranger des profits en ces temps de crise, il faut au capital de plus en plus le concours direct et indirect de l'État, subventionnaire, fiscal, législatif, réglementaire, contractuel, nominatif, par-dessus et par-dessous la table. Conscient du vide institutionnel sur fond d'air malsain, la bourgeoisie nous rabat les oreilles avec Octobre 70 pour nous démontrer le cul-de-sac où mène la révolte contre le système. Le terrorisme sans doute. Les mobilisations à la française, certainement pas même si elles n'aboutissent pas toujours dans l'immédiat.

À court terme, on fait comme les lockoutés du Journal de Montréal : on tient le coup. C'est à la fois plus lucide et plus solidaire que de devenir un *fan* des ruineuses *ballounes* du maire de Québec qui préparent des lendemains qui déchantent.

2. ...en panne d'alternative, sauf à droite

Le rendez-vous manqué de l'automne entre le gouvernement du Québec et les syndicats du secteur public n'aura pas profité au vainqueur, le Parti Libéral, tant s'en faut. L'alternance droitiste de la droite, opposition officielle en 2007-08, reste dans les limbes. L'actuelle opposition officielle arrive à peine à profiter de la situation, tout comme Québec solidaire malgré la popularité de son député. Reste que les deux partis réputés souverainistes et sociaux-démocrates remplissent le vide par défaut sans qu'il n'y ait aucune autre perspective électoraliste plausible d'ici les prochaines élections. Et voilà que tous les deux sont à se concocter un programme pour le printemps 2011.

On peut comprendre le désarroi mêlé d'opportunisme qui anime tant les fédéralistes endurcis que les partisans de la droite à la mode des partis Républicain et Conservateur gonflés à bloc par la victoire et l'élan de leurs semblables en Grande-Bretagne et ailleurs en Europe tout comme celle à la mairie de Toronto et ceux annoncés des Républicains galvanisés par le mouvement *Tea Party*. Québec solidaire (QS), poussé par son aile gauche, saura-t-il répondre à ce défi ?

Les Libéraux dans l'assiette au beurre par-dessus la tête

Malgré la victoire éclatante de la bourgeoisie contre le prolétariat dont la section organisée la plus nombreuse y a même démocratiquement consenti malgré une résistance réelle mais dispersée, isolée et ignorée, la direction politique de la demi bourgeoisie québécoise est en crise. Les très fédéralistes grands vainqueurs n'ont plus qu'une politique d'assiette au beurre et de prébendes, démultipliée par la morale néolibérale de l'enrichissement à tout prix. Cette frénésie les rend aveugles aux pires âneries néolibérales et les vautre dans la soue à pétrole du capitalisme rentier canadien dont, au Québec, on peut douter de la pure rentabilité capitaliste indépendamment des dégâts environnementaux.

Qu'en est-il de la tactique éculée mais habituellement efficace du changement de chef pour se sortir de ce marasme ? Trop émasculé par la commission Bastarache quelque soit son verdict, le premier ministre risque de s'accrocher faute d'une sortie honorable sans être inquiété par un conseil des ministres trop compromis et trop impopulaire et sans sauveur extérieur connu et crédible. Pour la droite fédéraliste, l'innocence apparente du chef adéquiste est peut-être un baume sur la plaie de l'humiliante corruption nationale mais celle-ci est trop béante pour que ce parti discrédité et sans colonne vertébrale ne s'y noie pas.

Pour le PQ c'est « *créer la richesse* » par le capitalisme « *vert et bleu* »

L'opposition officielle pourrait être la solution si elle se résignait à la fois au beau risque de Pierre-Marc Johnson, au déficit zéro de Lucien Bouchard et aux baisses d'impôt de Bernard Landry. L'abandon de l'article un du programme péquiste a failli tuer le parti à la fin des années 80 sans compter qu'il n'y a plus de partenaire du côté fédéral. « *Réaliser la souveraineté du Québec... par référendum tenu au moment jugé approprié...* » comme le dit la nouvelle mouture du programme restera l'article un. On voit bien qu'en pratique, cependant, le véritable but du programme proposé est un fédéralisme réaménagé par le transfert de pouvoirs, sans cependant de stratégie de construction d'un rapport de forces pour les obtenir... sauf le chantage à l'indépendance. Anticipant ce cercle vicieux insurmontable, le programme dore la pilule en mettant de l'avant une constitution provinciale d'affirmation identitaire assise *astucieusement* sur des valeurs progressistes.

Au moment où même le Parti Libéral du Canada comprend qu'électoralement il doit doter sa plate-forme électorale de petites touches sociales-libérales, on peut être certain que le Parti Québécois (PQ) en rajoutera d'autant plus que ce n'est plus tellement l'Action Démocratique du Québec (ADQ) qui menace les votes péquistes mais de plus en plus QS. Si le but économique proposé est le néolibéral « *Créer la richesse* », le programme proposé en rajoute sur « *l'économie sociale et le mouvement coopératif* » et les PME. S'il ne se lasse pas d'encourager l'entrepreneuriat, de soutenir l'entreprise, d'utiliser les surplus d'électricité « *pour attirer ou retenir au Québec des entreprises créatrices d'emplois* », il propose aussi d'« *accroître substantiellement la part des transports collectifs et actifs* ». On pourrait généreusement caractériser le document de « *progressiste mais non social-démocrate* » comme l'affirment les dirigeants du SPQ-libre, à condition d'identifier ce prétendue progressisme à un modéré capitalisme vert au détriment de la justice sociale.

Le PQ n'est certainement pas une menace pour le capitalisme et ne l'a jamais été. Il l'a plutôt sauvé de la vague de libération nationale soixante-huitarde et de son soubresaut du rejet de l'Accord du Lac Meech vingt ans plus tard. Toutefois, son ambiguïté indépendantiste, qui pourrait malgré lui l'entraîner dans un engrenage référendaire pour une troisième fois, en fait un parti inacceptable pour les fédéralistes de plus en plus intransigeants au fur et à mesure de l'affaiblissement du Québec au sein du Canada. Il en est de même de son discours droitiste trop tiède pour la nouvelle droite. Celle-ci ne voit comme réponse à une crise qui durera que l'approfondissement du libre marché sans entrave étatique. Pour compenser un discours néolibéral qui a perdu toute crédibilité avec la crise, cette droite jongle avec la possibilité d'exploiter le sentiment latent anti-immigrant, anti-noir et anti-musulman, qui pourrait être poussé à éclater au grand jour si besoin était.

Faiblesse Québec

Il faut aux uns et aux autres, fortement soutenus jusqu'à l'indécence par les très concentrés et dominants monopoles médiatiques fédéralistes, des moyens pour débloquer la situation. Par en haut, des personnalités crédibles et *lucides* se concertent pour s'adresser aux nationalistes péquistes les plus à droite qui ont toujours été méfiants de tout mouvement réel vers l'indépendance car mettant trop à risque le statu quo social... à moins de vouloir le redéfinir carrément à droite. Pour François Legault, il faut « *s'attaquer à la générosité des programmes des congés parentaux et des garderies à 7\$ qui seraient, selon lui, des "aberrations"* » (Pierre Dubuc, L'Aut'Journal, 25/10/10). Toutefois, toute association avec leurs semblables du côté fédéraliste achoppe car pour ceux-ci, même les désespérés réformistes, tout lien avec les nationalistes québécois est une transgression gauchiste qui les stigmatisera à jamais.

D'où l'échec annoncé du mal nommé « Force Québec » — complice clin d'œil à Berlusconi — comme coalition de nationalistes des deux côtés de la clôture à moins que cette organisation ne se résigne à n'être qu'une force de pression sur le PQ le temps de l'élaboration de son programme et de sa plate-forme électorale mais surtout pour la remise en question de la chefferie, d'autant plus que c'est une femme, ce que la nouvelle droite accepte mal. D'où la réaction des indépendantistes autour de Parizeau qui s'arc-boutent en s'appuyant sur le Bloc pour contrer ces nouveaux affirmationnistes, coinçant la chef entre l'arbre et l'écorce. C'est là aujourd'hui la réalité de Force-Québec, et peut-être son but réel, mais qui n'a pas de crédibilité sans la menace de se transformer en parti que l'évolution de la conjoncture peut rendre possible. Il lui faudrait alors une base qui, oh! hasard, serait le nouveau Réseau Liberté Québec (RLQ) quoiqu'il ne serait pas facile d'arrimer une droite « *respectable* » et politicienne d'en haut avec une droite doctrinaire et populiste d'en bas.

Le RLQ s'inspire du mouvement *Tea Party* pour engendrer une visible dynamique sociale anti-étatiste faisant pression sur l'ensemble des partis. Si ceux des ÉU le font à l'intérieur du Parti Républicain, leur influence se répercute sur le Parti Démocrate. Au Québec, l'ADQ est trop mal en point pour que ce mouvement ne lui soit pas extérieur tout en lui étant lié tout comme à la frange la plus droitiste des Conservateurs fédéraux, le noyau dur de l'ancien Reform Party... et tout en ayant à l'œil Force-Québec s'il devenait un parti intégrant l'ADQ. L'ultra droitisme est si déterminant chez ses partisans que le RLQ n'a pas de difficulté à rassembler les réactionnaires des deux camps nationalistes.

Notons que le RLQ, tirant les leçons de l'échec adéquate d'avoir voulu trop tôt utiliser l'épouvantail à moineaux du racisme et de la xénophobie, s'affirme comme partisan du conservatisme fiscal, et non moral. Cependant, le premier entraînant des mesures impopulaires, la logique du bouc émissaire augmentera la probabilité de l'autre. Pour accommoder le populisme droitier aux acquis idéologiques des luttes du peuple québécois, particulièrement celles des femmes, on embrigadera égalité femme-homme et laïcité pour entretenir l'islamophobie, subtilement ou non. Ce conservatisme permet d'accommoder tant les doctrinaires néolibéraux à la Maxime Bernier que les nationalistes québécois réactionnaires à la Jacques Brassard qui, se réclamant d'un nationalisme identitaire, ne demandent pas mieux que l'État fédéral ne se retire du financement des programmes sociaux et de celui de la péréquation.

Québec solidaire flotte sur l'opinion publique...

La chute Libéral dans la faveur populaire et l'incapacité du PQ de pleinement en profiter aurait dû signifier une percée des nouveaux partis, QS et le Parti Vert. On comprend que les Verts n'en profitent nullement tellement ils ne sont qu'un nom attrayant sur un bulletin de vote mais sans consistance programmatique et organisationnelle et trop liés aux progressistes fédéralistes et anglophones. Tel n'est pas le cas de QS au député visible et apprécié, enraciné dans la gauche du mouvement populaire et syndical même s'il n'y est pas actif. Sa réelle mais faible progression dans les sondages s'explique principalement par la contradiction entre les déboires des Libéraux, qui bénéficie aux autres partis de l'Assemblée nationale dont lui, et l'effondrement de la riposte sociale contre la crise, qui favorise plutôt la droite réactionnaire. Toutefois, y contribuent les limites sociales-libérales de ces prises de position médiatiques, ces retentissants silences compromettants et la nébulosité de sa démarche programmatique.

La tactique médiatique de QS est celle de défoncer des portes ouvertes par le mouvement social plus vigoureusement que ne le fait le PQ. Si le PQ demande une enquête publique sur la corruption, QS en rajoute d'autant plus qu'il n'a pas de squelette caché dans le placard. Au PQ qui dénonce le trafic d'influence dans le réseau de garderies, QS répond par la mise en lumière du financement occulte des partis Libéraux, et quelque peu du PQ, par les firmes d'ingénierie. Le même scénario se répète pour le moratoire contre le gaz de schiste et l'élargissement de l'enquête du BAPE à cette différence près que le PQ n'en a que pour « *l'indépendance énergétique* » c'est-à-dire au bout du compte « *Drill, Quebec baby, drill* » tandis que QS émet des doutes sur la pertinence du développement des énergies fossiles sans toutefois se brancher. Tout le Québec nationaliste, fédéralistes compris, dénoncent-ils l'achat du prétendu droit de s'angliciser, PQ et QS prennent le même train du recours à la clause « *nonobstant* ». Le PQ veut-il constitutionnaliser la laïcité que QS veut en faire une charte.

... et se noie dans ses propres contradictions

Ce suivisme joue parfois des tours à QS. Les jeunes Libéraux, apeurés par l'anti-syndicalisme du nationaliste québécois PDG de Quebecor qui met à mal l'efficace concertationnisme typiquement québécois entre patronat et directions syndicales, demande l'application de la loi anti-scab hors des lieux habituels de travail. En rajoutant, QS se glorifie d'une motion unanime de l'Assemblée nationale demandant une ouverture générale du Code du travail qui dans le rapport de forces actuel se ferait aux dépens du prolétariat. Ce zèle imprudent ne peut cependant pas effacer l'entrevue (voir sur mon site web « [Amir Khadir aux "Francs-tireurs"](#) ») que le député solidaire a accordée au chroniqueur scab Martineau du Journal de Montréal, même si c'était pour une émission de Télé-Québec, ni d'avoir déclaré que le PDG de Quebecor avait « *une sensibilité au sort des travailleurs* » (Rue Frontenac, 13/0110). Que dire d'avoir attendu presque deux ans que la direction de la CSN invite au boycott du Journal de Montréal pour lui emboîter le pas ?

Ces prises de positions au gré de l'opinion publique, pertinentes ou non, ne masquent pas l'absence de programme. Qu'attend-t-on avant tout d'un nouveau parti sinon l'articulation d'une alternative et la capacité de l'appliquer ? La direction de QS se tait sur les fermetures d'usines et autres congédiements massifs, par exemple celles de la raffinerie Shell et des usines d'Abitibi-Bowater. Elle a tardé à appuyer la lutte du Front commun jusqu'à ce qu'il y est un clair mouvement d'opinion favorable mais sans jamais souscrire à ses revendications même si elle jugeait les offres gouvernementales insuffisantes. Elle a refusé de dénoncer l'entente de juin gardant un silence total sur la lutte isolée des infirmières manifestement flouées par les autres centrales. Elle a souscrit à l'objectif Libéral de retour accéléré à l'équilibre budgétaire se contentant de proposer des mesures fiscales plus progressistes pour y arriver mais en mettant sous le tapis son plan d'urgence contre la crise. Cette direction, qui prétendait donner la priorité à la question écologique lors de la dernière campagne électorale, n'a jamais dit un mot sur les enjeux climatiques de la conférence de Copenhague.

La direction est bien embêtée quand la coalition Échec à la guerre, dont elle est membre, s'apprête à publier un manifeste qui réclame le retrait de l'OTAN. Au pied du mur, elle doit ou bien se désister, ce qui mettrait à nu son opportunisme, ou bien acquiescer, ce qui la mettrait dans ses petits souliers face aux grands médias faiseurs d'opinion publique sur lesquels elle mise tant pour avoir une bonne presse. Car la direction de QS ne s'est jamais préoccupée d'encourager la mise sur pied d'un média de gauche à la Québec-Presse. La direction a décidé que ce seront les associations qui trancheront si les deux tiers sont d'accord. Pourquoi pas la moitié plus une ? Pourquoi ne pas avoir recommandé à la base le retrait de l'OTAN étant donné que c'est là la position d'Échec à la guerre ? Heureusement que le mouvement social peut parfois exercer une pression suffisante pour forcer la direction à s'en remettre à la base sans trop de manipulation. (La révolte de la base de la FSSS et de la FNEEQ contre leurs directions aurait pu être suffisante pour forcer la direction de QS à choisir entre les deux.)

Un programme caché et manipulé qui n'en finit plus d'accoucher

Presque cinq ans après sa naissance, QS ne s'est doté d'un programme que sur la question nationale et certains autres points afférents. Sa direction en est tellement fière qu'un an après l'adoption des résolutions programmatiques dans un congrès spécial suite à une longue démarche de plus d'un an, celles-ci n'ont pas encore été rendues publiques tant elles sont un modèle d'ambiguïté pour rassembler des sociaux-libéraux aux anticapitalistes en passant par les antilibéraux dont la vision de l'indépendance est à géométrie variable. (Comme la quadrature du cercle ne peut être parfaite, il a quand même fallu fortement

mécontenter une poignée de fédéralistes.) L'enjeu 2, sur 5, qui concerne les points cruciaux de l'économie et de l'écologie doit être tranché en mars prochain. S'y déploie le même processus pseudo participatif de l'enjeu un donnant toute latitude à la manipulation bureaucratique.

Dans un premier temps, à partir d'un guide de questions qui suggère tout et son contraire, tous et chacun, collectivement ou individuellement, peuvent faire connaître leurs positions à qui mieux mieux. Mais tout cela est purement consultatif et sans aucune prise de vote. Vient ensuite la digestion de ces matériaux disparates et contradictoires, censés refléter un consensus, par un opaque processus central. En résulte l'exacerbation d'une lutte secrète de tendances au sein du noyau dirigeant qui tôt ou tard se traduit par des départs inexplicables et souvent précipités de dirigeants clefs. N'est finalement retenu que ce qui convient à la direction, ce qu'a amplement démontré le processus de l'enjeu 1. En sort un volumineux cahier de résolutions enfin soumis aux instances statutaires locales et régionales pour être voté en un temps record (deux mois) qui rend presque impossible un débat sur les alternatives. (Au PQ, la « *proposition principale* » est connue 10 mois à l'avance.) Pour minimiser les mauvaises surprises, un « *camp de formation* » balisera un prêt-à-penser. Resteront quelques irritants dans le cahier de synthèse final, évacués de la proposition officielle, qui devront franchir la barre d'assemblées, d'ateliers et de plénières.

Ajoutons la réalité d'un parti à cartes ce qui signifie une importante proportion de membres pas ou peu participatifs fortement influencés par l'aura médiatique des porte-parole qui interviendront lourdement au besoin. Pour désamorcer des crises et éviter un cumul de frustrations qui pourrait se traduire en claquage de portes, comme cela s'est produit lors de l'enjeu 1, s'ajoute la tactique éprouvée des programmes maximum et minimum soit un programme pour les discours du dimanche et une plate-forme dite *réaliste* et réellement existante pour les élections et pour les prises de position médiatiques. La manœuvre se prépare déjà par la définition d'un « *programme* » comme une « *proposition de transformation démocratique de l'ensemble de la société à moyen et long terme* » opposée à une « *plate-forme électorale* » qui « *couvre la durée d'un mandat de gouvernement... et fonde les prises de positions dans l'espace public...* » (site web de QS). Tel le *Manifeste du premier mai* de 2009, la montagne de discours parfois quasi anticapitalistes de style « *dépasser le capitalisme* » accouchera d'une souris de propositions concrètes sociales-libérales (voir ma critique « [Discours anticapitaliste, plan anti-crise social-libéral](#) » sur mon site web)

Reste l'espoir d'une transformation anticapitaliste

Malgré ces cruciales défaillances, QS reste un (petit) parti populaire de masse proprement québécois — peut-être une première dans l'histoire du Québec — issu de la base, surtout des groupes communautaires et de femmes. Rien à voir avec le PQ, parti issu de l'aile nationaliste du parti Libéral pour arrêter et récupérer en faveur de la bourgeoisie la grande vague de mobilisation de la fin des années 60. Cependant, son orientation de fond n'est aucunement une alternative aux politiques néolibérales, au mieux un impossible *néolibéralisme à visage humain* que l'on retrouve même dans le programme en gestation du PQ :

« Le député [Amir Khadir] rappelle que son parti, dans sa déclaration de principes, se dit favorable à "une économie mixte où il y a de la place pour le capital privé, mais pas toute la place [...], où l'économie sociale et le modèle coopératif sont très présents." » (Le Devoir, 1^{er} mai 2010)

On pourrait appliquer à QS la critique que fait la majorité de la direction du Nouveau Parti anticapitaliste de France au Front de Gauche composé du Parti de Gauche et du Parti Communiste dont pourtant les positions politiques sont nettement plus radicales que celles de QS :

« une gauche réformiste antilibérale qui n'a pas coupé les ponts avec le social-libéralisme et qui entend dans le même temps disputer aux anticapitalistes l'espace de la radicalité. Les dirigeants du Front de gauche voient la transformation sociale pour l'essentiel par le prisme électoral et institutionnel. » (Position 1 présentée par 73 membres du CPN : résolution d'orientation et de construction)

Il en est de même de la caractérisation du Parti de Gauche allemand (Die Linke) par un militant anticapitaliste de ce pays :

« Malheureusement, ce parti n'est guère utile [pour transformer les syndicats en instrument de défense des intérêts de la classe ouvrière]. Bien sûr, il joue un rôle dans l'évolution de gens qui commencent à se politiser... De même, il y a dans ce parti nombre de militants syndicalistes engagés (au moins à l'ouest), et beaucoup de militants vraiment anticapitalistes acquis à la cause des travailleuses et travailleurs. Malheureusement, ce ne sont pas eux qui déterminent la politique du parti, mais la majorité des membres, peu active, et surtout la direction, déjà bureaucratifiée. Ainsi, fait caractéristique et extrêmement dommageable, jamais le parti n'a critiqué l'orientation des syndicats. Au contraire, il les considère comme ses partenaires principaux... » (Jacob Schäfer, Inprecor, octobre 2010)

Sans l'apparition d'une crédible alternative anticapitaliste et indépendantiste, le peuple québécois sera attiré par le populisme de la nouvelle droite qui prétend détenir les recettes simplistes pour nous sortir de la crise. L'élection du nouveau maire réactionnaire de Toronto, cité particulièrement frappée par la crise au point que le taux de chômage y est plus important qu'à Montréal, annonce peut-être la conquête de l'Ontario par le conservatisme de l'Ouest canadien d'où la perspective d'une consolidation majoritaire des Conservateurs et un encouragement aux autres partis institutionnels à suivre cette pente.

Pour que des solutions de gauche apparaissent au grand jour, l'actuelle voie de moindre résistance reste probablement d'œuvrer à un tournant anticapitaliste de QS et non se replier vers un petit groupe de propagande. Pour y arriver, il faudrait cependant que les collectifs anticapitalistes de QS s'y mettent au lieu de capituler en refusant de faire une critique systématique et publique de l'orientation sociale-libérale de la direction de QS, tout en se démarquant clairement du PQ pour ne pas être récupérés. Il serait ainsi possible de regrouper les anticapitalistes dans un pôle visible disputant la direction du parti.

Car, sans une telle critique, leur occasionnel point de vue alternatif arrive comme un cheveu sur la soupe sans qu'il ne serve de point d'appui à une pratique d'opposition interne même si c'est utile pour se dédouaner auprès de leurs membres et sympathisants et de leurs répondants hors Québec. La voie est étroite mais elle existe. Quant à la morosité du moment, il suffit d'un coup de vent d'en bas pour la balayer. Tant la lutte persévérante des lockoutés du Journal de Montréal que celle qui s'amorce des responsables de garde en milieu familial de la CSQ — pourquoi ne pas avoir lié cette lutte à la Marche des femmes ? — pourrait donner lieu à un mouvement de solidarité dans la rue d'autant plus que la sympathie populaire est au rendez-vous.

Marc Bonhomme, 30 octobre 2010

bonmarc@videotron.ca

www.marcbonhomme.com